

Comme la France, l'Allemagne veut faire venir de la main d'oeuvre prétendument qualifiée...

écrit par Nicolas Faure | 3 juillet 2023



Entretien avec Malte Kaufmann, député européen AfD

Membre et président du groupe à la commission des affaires économiques et membre suppléant de la commission de la coopération économique et du développement, Malte Kaufmann (AfD) est également membre de l'Assemblée parlementaire franco-allemande et membre suppléant de l'Assemblée parlementaire de l'Union pour les pays méditerranéens.

Il répond ici à nos questions de politique générale.

1. Monsieur Kaufmann, depuis la création de l'AfD, les politiciens et les médias n'ont cessé de qualifier votre parti de parti politique « d'extrême droite ». Que pensez-vous de ce terme désobligeant et insultant ?

Les diffamations méprisantes dirigées contre notre parti et notamment contre notre groupe parlementaire doivent être analysées dans le contexte de l'actualité d'un point de vue politique. **L'AfD est le seul groupe parlementaire au Bundestag allemand qui porte un regard critique sur la politique du gouvernement fédéral.**

– Nous avons défendu les libertés publiques lorsque le gouvernement fédéral les a restreintes sous le prétexte du Corona,

– nous refusons la prétendue transition énergétique et nous nous engageons pour des prix de l'énergie abordables,

– nous cherchons à faire baisser les impôts et à lutter contre l'inflation dans l'intérêt des citoyens.

Cette politique constructive menée pour le bien des citoyens a permis à l'AfD d'être perçue comme la seule alternative par les électeurs. Sa position dans les sondages est à la hausse dans toute l'Allemagne. **L'AfD est actuellement le deuxième parti en termes de voix. Dans tous les Länder de l'Est, nous arrivons en tête des sondages.**

Ce succès de l'AfD ne semble pas plaire à de nombreux politiciens et médias établis. Lorsque l'on n'a plus d'arguments, on cherche à nous diffamer. Les calomnies et

les invectives haineuses dirigées contre l'AfD sont infondées et tentent de discréditer une opposition démocratiquement élue en Allemagne. Cette manière de procéder est on ne peut plus claire.

D'ailleurs, permettez-moi à cet égard de vous rappeler que le gouvernement fédéral ou certains médias ont dans le passé qualifié d' »extrême droite » :

– les citoyens qui ont manifesté contre les restrictions de liberté et les obligations irraisonnées fixées dans le cadre du Corona,¹

– les citoyens qui refusent l'immigration illégale de masse

– les citoyens inquiets de l'inflation galopante et de la crise énergétique

– les citoyens qui se sont opposés aux livraisons d'armes et à la guerre en Ukraine en appelant à « faire la paix et ne pas recourir aux armes »

Les citoyens ont compris depuis longtemps cette tactique qui consiste à dire : « Si quelqu'un est dérangeant, il est rapidement considéré comme étant d'extrême droite » . Et ils se tournent de plus en plus vers l'AfD. Nous, à l'AfD, nous ne nous laisserons jamais intimider. Et nous nous engagerons de toutes nos forces en faveur des populations vivant dans notre pays.

2. L'Allemagne est le seul pays démocratique au monde où un parti d'opposition est surveillé par un service de renseignement intérieur dépendant du gouvernement. Quelle en est l'explication ?

Observer un parti d'opposition par un service de renseignement intérieur dépendant du gouvernement et tenter ainsi de restreindre ses chances de gagner des élections rappelle les pratiques de certains régimes totalitaires.

L'observation a été annoncée en mars 2021, précisément l'année des élections fédérales et juste avant deux élections régionales importantes. En politique, ce genre de coïncidence n'existe pas. Cela révèle la stratégie d'une

autorité qui, sur ordre du gouvernement allemand, viole massivement le principe de l'égalité des chances.

En avril 2023, le Verfassungsschutz a classé la Junge Alternative comme « organisation d'extrême droite confirmée ». Le préjudice ainsi causé à notre parti est important, même si cette classification a pu être retirée entre-temps dans le cadre d'une procédure judiciaire.

A cela s'ajoute le pamphlet bizarre de l'Institut allemand des droits de l'homme intitulé « Pourquoi l'AfD pourrait être « interdite ». Cet institut, qui est financé par l'Etat, est pourtant censé faire preuve de neutralité.

Malgré ces circonstances, nous nous engagerons pour le maintien des principes démocratiques dans notre pays et pour l'égalité des chances de tous les partis, quel que soit leur discours politique.

3. le droit européen à la libre circulation a entraîné des flux migratoires massifs au sein de l'Union européenne, des États les plus pauvres vers les États les plus riches, en particulier vers l'Allemagne. Dans ce contexte, l'immigration vers les systèmes sociaux devrait être empêchée. Dans quelle mesure l'AfD est-elle favorable à une immigration légale raisonnable en provenance de pays tiers selon des critères qualitatifs ?

Le vendredi 23 juin 2023, le Bundestag allemand a procédé à la deuxième et à la troisième délibération du projet de loi sur le suivi de l'immigration de main-d'œuvre qualifiée présenté par le gouvernement fédéral. Le fait que le gouvernement allemand présente, précisément en pleine crise migratoire, un projet de loi visant à encourager et à renforcer l'immigration en Allemagne relève carrément du déni de réalité.

Selon les données statistiques, la population allemande a augmenté de 1,3 % en 2022 pour atteindre 84,4 millions de personnes. 1.122.000 personnes sont arrivées dans notre pays

l'année dernière pour y séjourner définitivement. Cette immigration de masse ne résout pas nos problèmes, elle les aggrave. Ces personnes doivent être prises en charge. Le logement et les ressources énergétiques sont déjà limités en Allemagne.

Un « système de points » sur le modèle canadien, demeurera inutile tant que les incitations à immigrer vers notre système social seront aussi attrayantes. Il a par exemple été constaté que 65 pour cent de tous les Syriens aptes à travailler en Allemagne sont des bénéficiaires de l'aide sociale. Beaucoup d'entre eux sont analphabètes. Il ne saurait être question d'immigration de main-d'œuvre qualifiée.

Il ne fait aucun doute que le marché du travail manque de plus en plus de personnel qualifié. Mais il s'agit là d'un problème interne qui ne peut pas être résolu par cette loi sur l'immigration de main-d'œuvre qualifiée. La vague migratoire de 2015, dont Angela Merkel a été l'un des principaux artisans, en est un exemple éloquent. L'ex-chancelière avait promis de la main-d'œuvre qualifiée.

Je me demande simplement où cette main-d'œuvre qualifiée a bien pu passer. Huit ans se sont écoulés depuis 2015. La pénurie de main-d'œuvre qualifiée ne s'est pas résorbée, elle n'a fait que s'aggraver.

Pour résoudre la pénurie de main-d'œuvre qualifiée en Allemagne, l'AfD a également proposé des solutions constructives. Le groupe AfD demande une mise en œuvre effective du droit de l'immigration afin d'empêcher les abus vis-à-vis du système social. Cela prévoit notamment des frontières efficacement contrôlées, des contrôles responsables de l'immigration, la suppression de l'immigration clandestine et l'expulsion systématique des migrants en situation irrégulière et des criminels.

La pénurie de main-d'œuvre qualifiée pourrait être résolue par une politique favorable aux familles et aux enfants. Le gouvernement fédéral doit en outre s'occuper en premier lieu

des demandeurs d'emploi dans notre pays. L'innovation et la technologie caractérisent un pays moderne. La formation, en particulier, doit répondre aux exigences du marché du travail. En collaboration avec les Länder, le gouvernement fédéral pourrait remédier à la pénurie de main-d'œuvre qualifiée en concentrant davantage l'offre de places d'études sur les disciplines MINT (mathématiques, informatique, sciences naturelles et techniques). En revanche, les études sur le genre ne résoudront absolument pas notre pénurie de main-d'œuvre qualifiée.

Propos recueillis au près de Nico Rudac, collaborateur de Malte Kaufmann par Nicolas Faure pour Résistance Républicaine.